

Les inquiétudes économiques se résorbent légèrement en Europe

Éric Albert

La croissance en zone euro a été de 0,2 % au troisième trimestre. La BCE estime que les incertitudes internationales commencent à se réduire

FLORENCE (ITALIE) - envoyé spécial

L'économie européenne opère une timide résistance. Au troisième trimestre, la croissance de la zone euro a progressé de 0,2 %, et même de 0,3 % pour l'ensemble de l'Union européenne (UE), selon les données publiées jeudi 30 octobre par Eurostat, l'office statistique de l'UE. C'est un peu plus fort qu'au trimestre précédent (0,1 % en zone euro et 0,2 % dans l'UE).

Deux pays en particulier tirent cette amélioration. Le premier est l'Espagne (+ 0,6 % au troisième trimestre), dont l' excellente santé économique se poursuit depuis la sortie du Covid. Le pays est notamment aidé par une forte immigration qui a permis d'augmenter la quantité de main-d'œuvre.

Le second est plus inattendu : la France a connu une croissance de 0,5 % au troisième trimestre. Certes, une large partie de l'explication vient de grosses exportations d'Airbus, qui ont nettement amélioré la balance commerciale et embellissent le tableau. Mais l'investissement des entreprises a également rebondi, à + 0,9 % au troisième trimestre, son niveau le plus fort depuis deux ans. « *Cela suggère que l'investissement est moins vulnérable à l'instabilité politique que ce qu'on pensait initialement* », estime Tomas Dvorak, du cabinet Oxford Economics.

Avec ces nouvelles positives, Christine Lagarde a fait preuve, jeudi, d'un relatif optimisme. « *Certains des risques pesant sur la croissance se sont atténués* », a estimé la présidente de la Banque centrale européenne (BCE). Le conseil des gouverneurs de la BCE, qui se réunissait à Florence, en Italie, jeudi, a annoncé un maintien du taux directeur à 2 %.

Mme Lagarde cite trois facteurs positifs. D'abord, Donald Trump et Xi Jinping, lors de leur rencontre, jeudi, en Corée du Sud, ont progressé dans leurs négociations commerciales. Trump a annoncé qu'il réduisait de 20 % à 10 % les droits de douane sur les produits chinois pouvant servir à fabriquer du fentanyl, une drogue de synthèse. Il affirme aussi que la Chine va suspendre son système de licences sur les terres rares, permettant de reprendre leurs exportations à grande échelle.

Ensuite, Mme Lagarde mentionne le cessez-le-feu à Gaza. Enfin, l'accord douanier signé en août entre les Etats-Unis et l'UE (15 % de droits de douane américains imposés unilatéralement sur les biens européens) réduit l'incertitude.

Deux déceptions

« *Attention, ces bonnes surprises pourraient ne pas durer* », avertit immédiatement M. Dvorak. Le léger rebond de la croissance européenne cache deux déceptions : les croissances de l'Allemagne et de l'Italie, respectivement première et troisième économies de la zone euro, ont stagné au troisième trimestre. Outre-Rhin, l'économie demeure atone depuis cinq ans et se situe au même niveau qu'avant la pandémie. C'est la pire performance sur cette période.

En Italie, la stabilité politique (la présidente du conseil des ministres, Giorgia Meloni, est au pouvoir depuis trois ans) et la réduction du déficit, sans doute sous la barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB) dès 2026, ne suffisent pas à relancer la croissance. La base industrielle du pays dépend de deux grands marchés, l'Allemagne et les Etats-Unis. Le premier stagne et le second vient d'imposer d'importants droits de douane. Difficile dans ces conditions de connaître un fort rebond.

« *La croissance [européenne] est meilleure qu'attendu mais loin d'être impressionnante* », résume Jack Allen-Reynolds, du cabinet Capital Economics. Dans ses prévisions publiées en septembre, la BCE table sur une hausse du PIB de la zone euro de 1,2 % sur l'ensemble de l'année. L'incertitude politique demeure par ailleurs extrêmement forte. Même après la rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping, les droits de douane américains

sur la Chine demeurent à 47 %. Si le spectre d'une grande guerre commerciale s'éloigne, les barrières douanières sont là pour durer. Quant au conflit en Ukraine, il continue à faire rage.

Pourtant, les perspectives en Allemagne et en Italie offrent des raisons d'espérer une amélioration. Outre-Rhin, le grand plan de relance, annoncé au début de l'année et voté cet été, devrait bientôt se concrétiser. Plusieurs centaines de milliards d'euros sont prévues dans la décennie à venir pour le secteur de la défense et dans les infrastructures. Les premiers effets devraient apparaître dans les chiffres macroéconomiques au quatrième trimestre ou début 2026 au plus tard.

Quant à l'Italie, « *l'économie s'est nettement améliorée [ces dernières années]* », souligne Fabio Panetta, le gouverneur de la Banque d'Italie. Il insiste sur la balance des paiements du pays, qui est l'addition de la balance commerciale des biens et des services et des flux financiers. Après de longues années de fort déficit, celle-ci affiche un important excédent. « *L'Italie est aujourd'hui un créateur net* », explique-t-il. « *Je sais bien qu'il est toujours plus à la mode de voir le côté négatif des choses*, conclut M^{me} Lagarde. *Mais quand il y a des éléments positifs, il faut les prendre en compte.* »